

CommunisteS

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 18



Janvier - Février 2007

AVEC MARIE-GEORGE BUFFET CANDIDATE COMMUNISTE , COMMUNE AU MOUVEMENT SOCIAL, CANDIDATE ANTI CAPITALISTE

Marie-George Buffet s'est déclarée candidate de la gauche populaire et anti libérale.

Face au capitalisme triomphant, face à la barbarie impérialiste, face à la pauvreté, face à l'exploitation des travailleurs, face au racisme, il n'y aurait pas de candidat officiel du Parti Communiste Français.

Même avec cet handicap, la bataille de la présidentielle n'est pas perdue d'avance. Le Parti Communiste Français a une place considérable à reprendre et peut contribuer à un rassemblement du peuple de France.

Pour ce faire, nous devons être en prise avec les souffrances sociales, le désarroi, les tensions, l'exaspération qui sont à fleur de peau dans les quartiers populaires et dans le monde du travail et être attentifs au fait qu'il peut même y avoir des explosions sociales .

Ne nous laissons pas polluer par le forcing médiatico politique autour de l'UMP et du PS car les attentes sociales n'ont jamais été aussi fortes dans une situation tendue pour beaucoup de familles populaires.

Pour notre part, nous nous prononçons pour une campagne communiste se fixant comme priorité de nourrir le rapport des forces contre la politique au service du patronat pour qu'il se développe dans les luttes et dans la suite du 29 mai 2005.

Les ruptures avec le modèle de la « gauche plurielle », avec le consensus autour de l'intégration européenne, à l'heure où le projet de « constitution » est remis en chantier, sont fondamentales.

Retraites, services publics, défense de l'industrie, du droit du travail ..., seul le PCF peut et doit faire monter dans le pays les positions de classes qui rendront impossibles les mauvais coups que les forces de l'alternance programment pour 2008.

**Précarité
Délocalisations
Licenciements boursiers**

Ça suffit !



Marie-George Buffet,
candidate anticapitaliste



Même au corps défendant de la direction du parti, MG Buffet sera perçue comme la candidate du PCF.

C'est une chance, pas un handicap. Il est toujours possible d'engager une campagne communiste, rassembleuse et efficace contre la politique au service du capital d'où qu'elle vienne.

Sur ces bases, la campagne électorale doit être l'occasion de faire vivre le PCF.

En ce qui nous concerne, nous nous engageons à le faire.

Le Collectif CommunisteS PCF 17 qui souhaite à tous ses meilleurs vœux.

ET MAINTENANT, QUE FAIT-ON ?

C'est fait, les communistes se sont prononcés à 81% pour **une candidature à mettre en partage avec les antilibéraux**, affirme Olivier Dartigolles.

Les communistes ont **confirmé la candidature de rassemblement** de MG Buffet. Certes les doutes, les préventions, les oppositions, les craintes d'éclatement du PCF existent fortement.

A notre 33^{ème} congrès, beaucoup de camarades auraient souhaité une candidature communiste. M.G. Buffet a fait le choix d'être **une candidate antilibérale au service des collectifs antilibéraux**.

De plus elle a décidé d'abandonner sa responsabilité de secrétaire national du PCF.

Devant cet état de fait doit-on regarder le train de la campagne électorale passer sans réagir ? Les militants que nous sommes ne peuvent pas être spectateurs : les mauvais coups continuent !

On peut s'engager dans une campagne anti capitaliste **contre la stratégie** de la direction nationale de notre parti.

Face aux urgences sociales que vivent nos concitoyens, aux attentes de millions de Français qui refusent les perspectives d'une droite destructrice de droits sociaux, qui refusent également une gauche social libérale (le PS et ses alliés) semant de l'illusion et s'accommodant très bien du système capitaliste, nous ne pouvons pas rester à attendre que cette stratégie finisse sa course dans le mur, sans se battre aux côtés de tous ces gens qui sont dans l'urgence sociale : il nous faut mener une campagne électorale anti capitaliste.

Il me semble nécessaire d'intervenir, d'agir. Car au fond le projet final de tous les politiques de droite, du PS et de ses alliés, c'est de mettre en place l'alternance à l'américaine : un coup les libéraux, un coup les démocrates, évidemment sans jamais remettre en cause le système capitaliste, qui lui se frotte les mains.

Devant ces constats faut-il leur laisser seuls la parole à tous ces messagers de droite, de gauche, comme de la soi-disant gauche de la gauche « **les antilibéraux** ». Occupons le terrain politique, sur des bases anti capitalistes.

Ceci écrit, certains minoritaires dans notre parti, veulent profiter du désarroi des communistes pour faire rentrer dans nos têtes leur stratégie politique, je résume : Réussir à gauche, pour faire bouger les lignes à gauche, et le moment venu, participer à un gouvernement socialiste, et cerise sur le gâteau, nous disent ils, c'est ainsi que le PCF sera fidèle à sa meilleure tradition « un grand parti utile à notre peuple ».

Mais ils se moquent royalement des communistes. Cette stratégie existe depuis des années, elle a inexorablement réduit notre influence électorale à pas grand-chose, notre peuple ne perçoit plus l'utilité du PCF. Doit-on les laisser continuer sans réagir ?

Parlons franchement, c'est quoi leurs objectifs ? **Un PCF d'élus, gracieusement accordés par le PS**, menant des batailles de chiffonniers à l'assemblée nationale, complètement éloignés du peuple et des réalités sociales, noyés dans une mouvance à la gauche de la gauche du PS, abandonnant définitivement notre identité révolutionnaire. Refusons cette alternative !

D'ailleurs l'éditorialiste de Sud-Ouest titre je cite « **Sortie de scène** ». Plus loin il ajoute « **le jour où le PCF ne pourra plus montrer qu'il sait agir notamment au plan social, il sera condamné** ».

Beaucoup d'entre nous font le même constat. Maintenant il est indispensable de réellement analyser les expériences politiques que nous subissons depuis des années et il sera nécessaire de convoquer **un congrès extraordinaire** afin de permettre aux communistes de donner enfin leur avis sur le PCF qu'ils veulent vraiment.

Daniel Vince

Embargo sur Cuba : l'Onu sans moyen d'action

Pour la quinzième année consécutive, l'Assemblée générale de l'Onu a condamné le blocus économique, commercial et financier qu'imposent à Cuba depuis plusieurs décennies les Etats-Unis.

Il y a quinze ans, 59 nations avaient ouvertement condamné le blocus sur Cuba, 71 s'étaient abstenues et 46 représentations diplomatiques n'avaient pas fait le déplacement. En 2006, 183 pays (des 192 représentés à l'Assemblée générale) ont voté contre les Etats-Unis et son blocus, quatre ont voté en faveur : les Etats-Unis, Israël ainsi que les républiques de Palau et des Iles Marshall...

En attendant, l'Onu continue de condamner, mais elle n'a aucun moyen de pression...

Blocus financier : de pire en pire :

Ainsi, selon des chiffres du gouvernement cubain, le blocus, depuis ses débuts jusqu'à 2005, représenterait un manque à gagner pour l'île d'environ 82 milliards de dollars américains ; et d'approximativement 140 milliards si s'ajoutent :

- Les conséquences directes sur les objectifs économiques et sociaux du pays des divers sabotages et actes terroristes animés, organisés et financés par et depuis les Etats-Unis

- La valeur des produits que Cuba dut cesser de produire du fait de ces sabotages.

- Les conditions particulièrement onéreuses des crédits imposés à Cuba.

- Blocus technologique : accès Internet limité.....

En gros, finalement, Cuba ne peut exporter aucun produit vers les Etats-Unis, ni ne peut importer de ce pays une quelconque marchandise, hormis des produits agricoles. Elle ne peut pas non plus avoir de relations commerciales avec les filiales de compagnies nord-américaines dans des pays tiers. Elle ne peut recevoir de touristes en provenance des Etats-Unis ou de nationalité américaine.

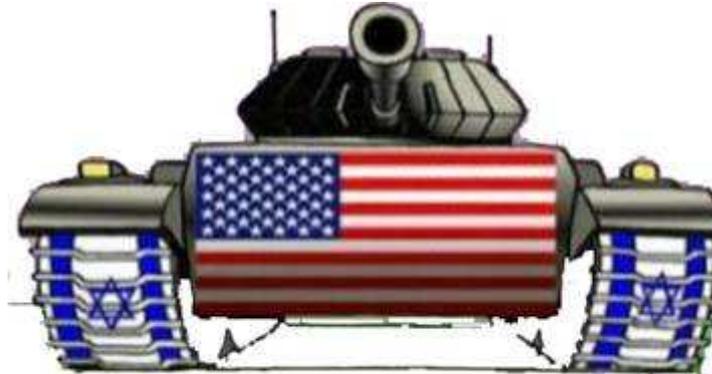
De nombreux citoyens et entreprises du monde entier, notamment des Etats-Unis, ont évidemment souffert directement de ces réglementations, en étant poursuivis financièrement ou interdits de séjour dans l'île.

Pour renforcer les dispositions déjà en vigueur, l'administration Bush a poursuivi, et endurci ces derniers temps, un plan pour l'annexion de Cuba formulé par la commission «*d'assistance à Cuba libre*», dont l'objectif est de détruire le système politique, économique et social du peuple cubain, et à terme annexer l'île au territoire américain.

Finalement, malgré la condamnation à la quasi-unanimité du blocus perpétré sur Cuba par les Etats-Unis, ces derniers continuent d'agir en toute impunité. L'Onu, comme d'habitude, se contente de dénoncer, car elle n'a finalement aucun moyen de pression face au leader mondial de l'économie.

Néanmoins, la plus grande île des Caraïbes arrive à obtenir un indice de développement humain - indicateur du PNUD qui classe les pays selon le niveau de santé, d'éducation et de vie - supérieur à celui de pays développés ou émergents tels que la Russie, le Mexique, le Brésil, la Chine ou l'Inde. Elle a été classée ainsi 52e sur 177 en 2003. Les systèmes éducatif et de santé sont d'ailleurs réputés, et de nombreux médecins cubains sont envoyés à l'étranger dans le cadre de coopérations internationales (Pakistan, Amérique du Sud...).

Quelle que soit l'opinion politique arborée, force est donc de constater que Cuba a du mérite de lutter contre vents et marées et de croire encore à la Révolution menée depuis plusieurs décennies. Cet embargo risque de faire de plus en plus de dégâts dans la mesure où Cuba n'a toujours pas pu rénover ses équipements industriels, faute de moyens. Mais avec l'arrivée au pouvoir de régimes socialistes en Amérique latine prônant la rupture avec les Etats-Unis (Venezuela et Bolivie entre autres), Cuba devrait se sentir moins seule et trouver des alliés de choix pour poursuivre sa Révolution.



Machine de guerre renforcée pour le pétrole

Les États-Unis continuent de construire des bases qui pourraient durer des dizaines d'années.

Il y a treize mois, l'administration Bush avait produit un « plan pour la victoire ». Il y a cinq mois, le président annonçait le lancement de l'opération « Ensemble pour la victoire II ». Mercredi soir, solennellement le grand leader a lancé un « changement de stratégie » pour « la victoire »... Un formidable bruit médiatique pour recouvrir une guerre de plus en plus sale et sanglante.

Dans cet effrayant remue-ménage il est besoin de revenir aux fondamentaux : dès la première page du premier chapitre du rapport du groupe d'étude Baker, on souligne l'importance primordiale de l'Irak pour les États-Unis car ce pays « a les deuxièmes plus importantes réserves d'hydrocarbures connues du monde ». Le rapport révèle aux yeux de tous, l'éléphant au milieu de la pièce : « **Nous combattons, tuons et mourons dans une guerre pour le pétrole** », expliquait le 8 décembre dernier, dans le Los Angeles Times, Antonia Juhasz, de l'Institut de recherches politiques. Déjà en décembre 2002, le groupe de travail sur le pétrole et l'énergie du département d'État indiquait que les ressources pétrolières irakiennes devaient être la propriété des compagnies pétrolières internationales, autrement dit états-unien.

Afin de tenter de réaliser cet objectif premier, dès l'invasion de l'Irak, le Pentagone a mis en œuvre un programme (qui a déjà coûté plusieurs milliards de dollars et qui, lui, n'a connu aucune variation ni contretemps) d'édification de bases géantes permanentes. On en parle très peu dans les médias, souligne Tomdispatch, un journal en ligne alternatif états-unien qui a révélé cette réalité occultée. **Il y a actuellement cinquante-cinq bases US en Irak** dont quatre au moins ont été construites et continuent à être développées pour durer des dizaines d'années.

Al-Asad, la base située dans la province de l'Anbar occidental, a la dimension d'une ville états-unienne de « taille raisonnable » avec ses nombreuses lignes de bus, ses quartiers, un ensemble de fast-foods, de nombreuses grandes surfaces PX (destinés aux militaires) et des cours de golf... La base aérienne Balad (nord de Bagdad) a un trafic

aérien équivalent à celui du grand aéroport O'Hare de Chicago.

Ces bases doivent servir d'une part de point d'ancrage pour la « pacification » de l'Irak, puis pour le quadrillage du pays (contrôle, notamment, des puits de pétrole), et d'autre part de rampe de lancement d'opérations de bombardement en direction des pays de « l'arc d'instabilité » du Moyen-Orient, c'est-à-dire en premier lieu l'Iran et la Syrie, nommément ciblés dans le discours de Bush. Comme lors de la guerre du Vietnam, **on passe sous silence les campagnes de bombardement essentiellement menées contre des villes** (on compte quotidiennement plus de trente sorties de ce genre).

La Maison-Blanche, pour tenter de tromper l'opinion publique, prétend vouloir faire en sorte que l'Irak ait un gouvernement fort permettant de restaurer la paix civile et sa souveraineté. Rien n'est plus faux : un Irak fort avec ce que cela suppose de volonté d'indépendance est un véritable danger pour la volonté hégémonique US. Ainsi **les plans prévoient que tous les ministères irakiens soient doublés par une administration états-unienne, les ministres étant placés sous la tutelle de « conseillers »**.

À cet effet, l'ambassade des États-Unis à Bagdad est devenue un gouvernement bis. Plusieurs milliers de fonctionnaires vivent, travaillent, consomment et se détendent dans l'enceinte de cette véritable ville située dans la zone verte de la capitale et qui a la taille de l'État du Vatican. Ironiquement appelée par les Bagdadiens (en référence aux palais de Saddam Hussein) « le palais de George W. Bush », cette ville (dont l'édification a déjà coûté plus d'un milliard de dollars) vit en complète autarcie avec son propre approvisionnement en eau et électricité, son système indépendant d'assainissement, six immeubles d'habitation, sans oublier son propre système de - défense antimissile... **« Ce qui n'est pas précisément le signal d'un Irak futur souverain »**.

Michel Muller (Huma du 12/01)

LA FORCE DU MOUVEMENT SOCIAL ET DE LA SOLIDARITE

LES 4 DE LA ROCHELLE RELAXES !



Une dramatisation de l'incendie : le soir, la télévision diffuse les images spectaculaires de pompiers secourant avec la grande échelle des personnes montées sur la terrasse alors que l'escalier de secours était accessible, épargné par les flammes et utilisé par certaines personnes.

Une campagne de dénigrement : le medef qualifie l'incendie d'acte terroriste. Le Préfet affirme que les pneus étaient aspergés d'un liquide inflammable ce qui sera catégoriquement démenti par le laboratoire de la Préfecture de Police de Paris.

Une instruction bâclée : des manifestants avaient tenté d'enlever des pneus. Des provocateurs les remettent dans les flammes : ils seront interrogés puis relâchés sans être inquiétés.

4 militants de la CGT sont mis en examen pour incendie volontaire. Le but est clair pour le medef : **criminaliser le mouvement social et syndical, trouver 4 boucs émissaires et faire payer la CGT** (1,1 million d'euros réclamés par le medef et son assureur AGF).

Aussitôt un comité de défense se constitue : Il compte à ce jour 1539 adhérents. Après 2 manifestations de solidarité, l'une à La Rochelle le 30 mars 2006, jour du jugement de première instance, avec plus de 6000 manifestants venus de toute la France, l'autre à Poitiers le 8 décembre 2006, jour de l'appel, avec plus de 12 000 manifestants, la cour d'appel de Poitiers a tranché : **elle a relaxé les 4 de La Rochelle et débouté le medef de toutes ses demandes.**

Tous les démocrates ne pourront que se réjouir que la cour devant un dossier vide n'ait pas cédé aux injonctions du medef.

Pendant plus de 3 années de souffrance et de tension pour les 4 et leurs familles, **la solidarité n'aura jamais manqué.** Elle n'a pas été vaine. **Ce jugement constitue un point d'appui pour la démocratie sociale et la défense du droit à manifester et à revendiquer.**

Tant que l'affaire ne sera pas définitivement close judiciairement, la vigilance et la solidarité doivent continuer.

Nous devons faire vivre le PCF, même contre la stratégie de sa direction

Avant, pendant comme après les élections de 2007, nous ne laisserons pas effacer notre Parti, le PCF, indispensable pour mener le combat de classe, nourrir les luttes, battre la politique au service du capital d'où qu'elle vienne.

La Direction nationale a décidé de poursuivre la stratégie d'effacement du PCF, de son organisation et de ses positions à l'occasion des échéances électorales de 2007. C'est un nouveau contresens dans la suite de la « Mutation » qui a déjà conduit à la liquidation des cellules, de l'activité à l'entreprise, à la participation active entre 1997 et 2002 à un gouvernement qui a géré loyalement les affaires du capital. Autant de choix qui n'ont cessé de ruiner l'influence du Parti. La stratégie de la direction est un échec. Elle nous a menés à l'impasse.

L'heure est grave, le PCF doit regagner son indépendance. Ses militants ont besoin de retrouver une motivation forte et des repères précis. Nous sommes à 3 mois des présidentielles et des législatives, il est urgent que les communistes s'engagent dans la bataille pour défendre leurs idéaux, leurs convictions anticapitalistes et anti impérialistes. Pour battre la droite, marginaliser le Front national, mobiliser les milieux populaires, le peuple et la gauche ont besoin des communistes présents aux élections. Les dizaines de milliers de femmes et d'hommes qui ont fait le choix, souvent difficile, d'être membre du PCF n'attendent qu'un signe pour entrer en campagne.



Nous appelons aujourd'hui les communistes à faire vivre, à reconstituer, dans les entreprises et les quartiers, les organisations du Parti, cellules, sections, collectifs, structures les plus à même de rassembler et d'organiser les catégories sociales qui ont le plus intérêt à renverser l'ordre capitaliste. En aucun cas, l'affirmation de l'existence du PCF n'est contradictoire avec la recherche d'une unité d'action et d'alliances politiques conjoncturelles et précises.

La situation politique exige plus que jamais l'existence d'un grand parti communiste dont la nécessaire indépendance de pensée doit être entièrement mise au service des travailleurs et de la lutte des classes

Défendons le PCF, cet acquis irremplaçable pour le monde du travail, pour le pays, pour une alternative anticapitaliste !

Le monde doit changer de base ! Le PCF doit retrouver la sienne !

*Comite de rédaction du journal CommunisteS
Olivier Chevalier, Jean louis Rolland, Marie Ange Savineau, Daniel Vince*

Les camarades du Collectif PCF 17 expriment leurs sincères condoléances et toute leur amitié aux familles de nos camarades disparus, Jean Louis Paquet, Pierre Vinet et Paulette Barbier-Trichet.